

LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN

Cycle 2015

Second semestre

Cycle : Du génie de la France

par Charles-Edouard Leroux

celeroux@orange.fr

2. L'universalisme républicain

« L'idée républicaine » est censée constituer une tradition consacrant le « génie de la France » offrant au monde un modèle de construction politique et sociétal propre à réaliser les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen. La clarté de la conviction ne doit pourtant pas masquer la complexité, les contradictions et les évolutions d'une idéologie républicaine malmenée par sa propre histoire, et dont l'état présent du monde remet en cause la légitimité.

« ... Dans le rêve cher aux malheureux du bonheur universel, les mots de liberté, d'égalité, de fraternité, sonnaient à ses oreilles avec ce bruit sonore et sacré des cloches qui fait tomber les fidèles à genoux... »

Emile Zola, *La fortune des Rougon* (1871)¹

Notre deuxième rencontre de ce semestre est consacrée à l'*idée républicaine*, plus précisément à *une certaine idée de la république*, comme produit du « génie français ». Il m'a semblé impossible, en effet, de tenter de circonscrire le « génie national », si du moins nous acceptons la légitimité de la formule de *génie de la France* dont j'ai tenté de rendre compte le mois dernier, sans référer à l'*idée républicaine*. Ainsi que l'explique fort bien François Caron dans son livre consacré à *La France des patriotes*², les divisions et les conflits qui opposent les Français les uns aux autres, notamment sous le Second Empire et sous la Troisième République (pensons aux luttes ouvrières, pensons à l'Affaire Dreyfus, aux combats anticléricaux...) n'auraient pas entamé en profondeur cette forme de consensus que constitue le sentiment national. Voilà déjà un premier élément de réflexion, car si le propos de François Caron vaut pour la France des années 1851-1918, autrement dit du Coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte à la fin du premier conflit mondial, qu'en est-il aujourd'hui ? Pouvons-nous soutenir que la période de Vichy, les guerres de décolonisation et en particulier la guerre d'Algérie, périodes dont nous vivons aujourd'hui à la fois les conséquences et les suites, n'ont pas entamé en profondeur la forme de consensus que constitue le sentiment national ?

¹ Emile Zola (1840-1902), *La fortune des Rougon* (1871). *Les Rougon-Macquart*, T.I, Bibliothèque de La Pléiade, p. 139.

² François Caron (né en 1930): *La France des patriotes, 1851-1918* (1985). 734 p. Tome 3 de *L'histoire de France*, sous la direction de Jean Favier. Le Livre de Poche/Références.

Autre dimension de notre réflexion, *l'universalisme républicain* comme moment historique, fruit d'une histoire européenne dont le génie français serait l'inspirateur ou l'artisan principal. Il y a bien des antériorités, depuis les cheminements complexes qui élaborent *philosophiquement*, de l'Antiquité à la Révolution française, en passant par la Réforme et par les Lumières (et je ne voudrais pas minimiser le rôle précurseur de *l'Enlightenment*, autrement dit les Lumières anglaises, écossaises et américaines³), *une certaine idée de la République*, mais le foyer *historique* de ce qu'on peut appeler *idée républicaine*, *idéal républicain* ou encore *idéologie républicaine* (ces différents termes conjuguant des enjeux différents), c'est tout de même notre Troisième République, qui fut aussi la plus longue (1870-1940) – notre Ve République n'a pas encore la longévité de la Troisième (il faudrait qu'elle perdure jusqu'en... 2028 ?) – qui à la fois théorise et met en pratique un ensemble de catégories politiques et sociales constitutives d'une démocratie libérale et laïque *à la française* qui se veut alors, ainsi que l'a très solennellement proclamé Léon Gambetta, « *la voix souterraine* » de l'humanité (il s'agit de son célèbre *Discours à Lille*, le 15 août 1877⁴). Lorsqu'il parle de « voix souterraine », Gambetta pense forcément à cet écho des journées parisiennes de février 1848, qui conduisent à la « brève expérience » de la Deuxième République (Michèle Riot-Sarcey⁵) et inspirent la même année les révolutions nationales d'une dizaine de pays européens, que l'on a regroupées sous l'appellation générique de *Printemps des peuples*. La formule de *voix souterraine* utilisée par Gambetta suggère bien que le *républicanisme français* serait à l'œuvre, sourdement ou secrètement, dans le développement historique des peuples, en somme qu'il constitue un laboratoire d'idées et se révèle porteur d'un message universel. Ainsi, outre la Déclaration de 89, la référence, c'est la Révolution française de février 1848, pour les quatre années que Maurice Agulhon résumera, dans un ouvrage devenu classique, comme « *l'apprentissage de la république* »⁶. Cette voix souterraine n'est peut-être pas éteinte, qui nous a fait qualifier, un peu vite il est vrai, de *Printemps arabe*⁷ l'ensemble des révoltes populaires déclenchées en 2010-2011. Voilà en tout cas un indice intéressant de ce qui peut subsister de l'universalisme républicain à l'heure de la mondialisation.

N'oublions pas en tout cas que si la Troisième République revendique très fortement l'héritage de la Révolution française, les trois quarts de siècle qui la séparent de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* (26 août 1789) ont vu alterner divers régimes politiques que Jacques-Olivier Boudon, professeur à l'Université de Paris IV, résume, pour simplifier, par la *monarchie constitutionnelle*, le *césarisme démocratique* et la *république*⁸, cette dernière n'occupant finalement, en tant que régime politique, que la portion congrue du siècle qui précède le premier conflit mondial. La république, mais pas l'idée républicaine, qui demeure à l'œuvre, en profondeur, des restaurations monarchiques au Second Empire, avant de s'imposer à titre de régime à partir de 1870. C'est la raison pour laquelle

³ Collectif : *Franc-maçonnerie et politique au Siècle des Lumières : Europe-Amériques*. Revue Lumières n°7/2006, Presses Universitaires de Bordeaux.

⁴ Léon Gambetta (1838-1882) : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souterraine* »...*Discours à Lille, 15 août 1877*. <http://droitpolitique.com/spip.php?article44>

⁵ Michèle Riot-Sarcey : *1848, la révolution oubliée*. 288 p., La Découverte/Poche, 2009.

⁶ Maurice Agulhon (1926-2014) : *1848 ou l'apprentissage de la république, 1848-1852* (1973). 328 p. Points histoire, 2002.

⁷ Frédéric Ancel : *Géopolitique du printemps arabe*. 288 p., PUF, 2014.

⁸ Jacques-Olivier Boudon : *Citoyenneté, république et démocratie en France, 1789-1899*. 320 p. Armand Colin/U, 2014.

une partie de notre histoire nationale s'explique par le rôle du Parti républicain, dont Georges Weill (qui fut professeur à Caen) a précocement exposé les avatars, de 1814 à 1870⁹, avant la consécration de la République.

Il en va différemment aujourd'hui, où l'idée républicaine n'est plus l'apanage d'un parti, mais l'univers commun dans lequel se déploie, à peu près continument, depuis un siècle, notre vie politique.

D'où le terme de *républicanisme* considéré comme une *idéologie politique*, *idéologie* étant ici entendu comme ensemble des catégories qui théoriquement ordonnent et organisent la vie collective. C'est la raison pour laquelle je souhaite que nous maintenions une distinction entre la République telle que l'a produite en différentes étapes notre *histoire* nationale et l'*idée* républicaine entendue comme un idéal, ce que Max Weber, au début du XXe siècle a appelé précisément un *idéal-type* pour désigner la catégorie ou le modèle qui permet de comprendre un phénomène historique ou sociologique sans qu'il corresponde nécessairement et totalement à la réalité empirique dont elle rend compte.¹⁰ C'est dans cet esprit que Claude Nicolet, spécialiste des idées et des institutions politiques, nous incite à distinguer les *principes* (ou catégories) qui fondent la République et les imperfections ou les dérives que l'histoire lui a imposées¹¹. Il suggère ainsi de procéder à une *critique de la raison républicaine*, devenue nécessaire avec la crise des « grands récits », autrement dit la fin des grandes croyances collectives caractéristique de la *postmodernité*. Autrement dit, l'*idée* républicaine confrontée à son *histoire* réelle, celle des colonisations et décolonisations qui remettent en cause le mythe d'une République civilisatrice, celle de la Guerre froide au cours de laquelle la critique marxiste met à mal les fondements idéologiques de la République bourgeoise et capitaliste, et celle de la mondialisation qui tend à assimiler l'universalisme républicain au mode de vie consumériste, voire à l'impérialisme occidental. Sur ce point, dernier avatar de la mise à mal de l'idée républicaine, la critique du républicanisme par un islam plus ou moins radical. Mais avant de conclure que l'idée républicaine est incompatible avec l'islam, ou que la France ou l'Europe sont vouées à s'islamiser au détriment des catégories républicaines, il me paraît urgent de prendre en compte l'évènement présent, à savoir l'existence de plein droit de Français musulmans, en se souvenant par exemple du long et difficile combat que la République a dû mener d'une part pour l'émancipation des Juifs de France à partir de la Révolution, d'autre part pour contraindre les catholiques de France à s'intégrer de plein droit au cadre républicain. Il me semble important de prendre la mesure de l'ampleur et de la complexité de cette histoire qui a mené à la laïcisation de l'Etat Républicain, par exemple à partir de l'ouvrage publié tout récemment par Jacqueline Lalouette qui opère en quelque sorte la genèse de l'idée de laïcité¹². Là encore, pour qu'il n'y ait pas de malentendu sur ce que signifie l'universalisme républicain, il importe au plus haut point d'aborder la laïcité républicaine de façon critique, pour ne pas laisser *falsifier*, selon

⁹ Georges Weill (1865-1944) : *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*. Alcan, 1900.

¹⁰ Max Weber (1864-1920) : *Essais sur la théorie de la science* (1904-1917). 478 p., Pocket Agora.

¹¹ Claude Nicolet (1930-2010) : *Histoire, nation et République*. 362 p., Odile Jacob, 2000.

¹² Jacqueline Lalouette : *La séparation des Eglises et de l'Etat. Genèse et développement d'une idée* (1789-1905). 449 p., Seuil, 2015.

l'expression récente de Jean Baubérot, l'idée républicaine.¹³ Je me contenterai à ce sujet d'une solide formule du philosophe Henri Peña-Ruiz, philosophe spécialiste des questions de laïcité, qui fut en 2003 membre de la commission sur la laïcité présidée par Bernard Stasi : « *La laïcité, c'est la liberté de conscience liée à l'égalité de traitement de celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas. Les lois communes dessinent ainsi une sphère publique consacrée au seul intérêt général. Faire prévaloir ce qui unit sur ce qui divise, c'est fonder une paix authentique.* » Ces derniers mots nous livrent à la fois l'essence et le sens de l'universalisme républicain : égalité de traitement de tous les citoyens et liberté de conscience (ajoutons: et de manifestation de cette conscience !) Et le philosophe d'arrimer cette définition de la laïcité à une ferme exigence (républicaine) : « *Le clergé d'une religion particulière n'est pas contesté tant qu'il se contente d'administrer les choses de la foi pour ceux qui lui reconnaissent librement un tel rôle.* »¹⁴

C'est sans doute la raison pour laquelle, dans son essai de 2010 consacré à *La nouvelle idéologie française*¹⁵, Béatrice Durand, qui est professeur au Lycée français de Berlin, insiste beaucoup sur les paradoxes de notre république nationale qui a trop souvent tendance à enfermer l'idée républicaine dans des codes culturels et dans des traditions qui la rendent parfois insupportablement « cocardière » et même « franchouillarde », pour reprendre les termes de l'auteure, qui en vient à parler en ce cas de « faux universalisme ». Ce qui signifie que nous perdons de vue le véritable universalisme républicain qui est peut-être être plus compatible que nous ne le croyons avec la diversité culturelle (et culturelle !) et le respect des différences à l'ère de la mondialisation. Probablement parce que de culture à la fois française et allemande, l'auteure de *La nouvelle idéologie française* n'a pas de mal à faire sien l'enseignement de Max Weber : l'idéal-type républicain invite à faire la part entre ce qui est essentiel à l'idée républicaine, sur quoi il ne convient pas de transiger, et ce qui relève des habitus sociohistoriques (en somme nos traditions et coutumes). Et précisément, l'on peut parler de *falsification* de l'idée républicaine lorsqu'on soutient qu'on ne peut pas être à la fois d'origine immigrée *et* français, comme on peut à la fois être breton ou basque *et* français... Si nous sommes en droit de parler d'universalisme républicain, c'est précisément dans la mesure où la République est censée pouvoir s'inscrire dans d'autres cadres que celui de la tradition nationale dominante.

Nous pouvons comprendre que pour les tenants des traditions et des coutumes, comme j'y ai insisté lors de notre précédente rencontre, il ne s'agit pas de négliger que la République n'est pas seulement une idée, en somme une abstraction, mais qu'elle a une histoire concrète, autrement dit qu'elle a un ancrage national (ou des ancrages nationaux) ; il n'est pas question d'oublier que la communauté républicaine apparaît et évolue dans des conditions sociopolitiques et culturelles auxquelles nous sommes légitimement attachés. Mais sans aller jusqu'à soutenir la thèse historiciste qui consisterait à refuser à l'idée républicaine toute transcendance par rapport aux seules circonstances historiques, il

¹³ Jean Baubérot : *La laïcité falsifiée*. 228 p. La découverte, 2014.

¹⁴ Oser réaffirmer la laïcité", Henri Peña-Ruiz. Libération du 23 avril 2004. http://www.liberation.fr/tribune/2004/04/23/oser-reaffirmer-la-laicite_477099

¹⁵ Béatrice Durand : *La nouvelle idéologie française*. 229 p., Stock, 2010.

s'agit de considérer, dans l'esprit des Lumières, que la France a pu offrir des exemples pour le monde, de ce que pourrait être un régime de liberté, d'égalité et de fraternité pour les peuples, sans pour autant nier la diversité des traditions, des croyances et des cultures. Etant entendu que les différences se sont faites de plus en plus flagrantes entre l'idée républicaine et la réalité. D'où, encore une fois, la nécessité de distinguer entre l'idée républicaine et Régime républicain (ou parti républicain).

C'est précisément l'avènement de ce que j'ai désigné un peu plus haut comme *l'historicisme*, qui a contribué, au cours du XXe siècle, à jeter le discrédit sur l'idée républicaine et son sens universaliste. L'historicisme consistant à considérer les phénomènes historiques comme entièrement déterminés par les situations, il devient impossible de penser les catégories républicaines autrement que dans les situations qui leur ont donné le jour : ainsi le triomphe de la bourgeoisie, la domination coloniale, l'expansionnisme économique, le nationalisme cocardier seraient-ils constitutifs de l'idéologie républicaine au point de ne pouvoir en être distingués. En somme, outre la critique du droit et des institutions bourgeoises engagée par le marxisme qui dénonce l'humanisme républicain, tout comme son égalitarisme, comme des formules creuses et mensongères (c'est le sens péjoratif que Marx et Engels donnaient au terme d'*idéologie*), le soi-disant universalisme républicain se trouve contredit par la réalité historique elle-même, dominée par les catégories d'exploitation, de domination et d'hégémonie. En somme, l'universalisme républicain à la française ne serait ni exportable, ni réitérable en dehors des contextes historiques qui l'ont produit. Et s'il devait l'être, ce serait au prix de la répétition des dérives qui ont produit les colonialismes et les conflits nationalistes. En somme, cette mise en cause de l'universalisme républicain met purement et simplement en cause l'idée républicaine pensée comme idéal-type. L'historicisme pense l'universalisme républicain comme une abstraction, et conclut, de ce que la république a historiquement cautionné, ce qui est vrai, exploitations, dominations et guerres, qu'il n'y a rien à sauver. Cela s'appelle jeter le bébé avec l'eau du bain. Ce qui m'amène à considérer que, pour encore adhérer à l'idée républicaine et considérer l'universalisme républicain comme susceptible de contribuer à la libération des peuples, il faudrait pouvoir opposer à l'historicisme une posture idéaliste, qui consiste à affirmer une certaine transcendance, autrement dit une relative indépendance de l'idée, ou de l'idéal-type, par rapport aux réalités historiques. Nous retrouvons ce conflit de l'historicisme et de l'idéalisme transcendantal dans les débats qui concernent le sens à donner à l'universalisme républicain. Le philosophe Christophe Bouton rend compte avec beaucoup de pertinence de ce conflit séculaire de l'historicisme et de l'idéalisme dans un ouvrage consacré au *Procès de l'histoire*.¹⁶

Par exemple, Benjamin Stora, en historien rigoureux, a su dénoncer les méfaits de l'aventure coloniale de la France en Algérie¹⁷, montrant que l'assimilation républicaine, sous prétexte d'universalisme, a purement et simplement dépouillé les peuples d'Algérie des traditions culturelles qui les avaient construits. Tel fut en tout cas, pour résumer, la pratique française de l'universalisme

¹⁶ Christophe Bouton : *Le procès de l'histoire. Fondements et postérité de l'idéalisme historique de Hegel*. 319 p., Vrin, 2004.

¹⁷ Benjamin Stora : *Histoire de l'Algérie coloniale. 1830-1954*. 124 p. La découverte, 2004.

républicain jusqu'à la période des décolonisations, dans les années 1950-1960 qui font apparaître, derrière le masque de l'universalisme républicain, un nationalisme français dominateur, auquel les colonisés opposeront le nationalisme algérien. L'imposture n'a certainement pas disparu, ainsi qu'en témoigne ce propos d'Esther Benbassa, qui est une universitaire franco-turque israélienne spécialiste de l'histoire du peuple juif et des minorités, actuellement sénatrice du Val-de-Marne¹⁸, dénonce, à propos du débat sur l'intégration, cette falsification encore à l'œuvre dans la France d'aujourd'hui, qui tend à contraindre les Français d'origine immigrée à se déposséder de leurs mémoires et de leurs traditions culturelles. Et la sénatrice d'inciter la République à accéder à un *véritable universalisme*, formule qui cautionne précisément la catégorie d'idéal-type.

Il me semble que nous sommes aujourd'hui face à cette alternative : ou bien l'universalisme républicain est condamné par les dérives auxquelles il a donné lieu, et dont j'ai mentionné plus haut des exemples ; ou bien nous sommes en mesure d'effectuer cette « critique de la raison républicaine » suggérée par Claude Nicolet, et nous nous mettons en mesure, à la lumière de l'expérience historique, de parvenir à un authentique universalisme républicain, conforme à l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

J'ai fait référence tout à l'heure à l'essai que Béatrice Durand consacre à ce qu'elle désigne comme *La nouvelle idéologie française (op. cit.)*. La démarche qui anime Béatrice Durand consiste précisément à examiner les paradoxes et les contradictions de l'universalisme républicain en adoptant le « regard éloigné » de celle qui vit au-delà des frontières de la France. J'éclairerai sa démarche en empruntant à un commentaire de la *Süddeutsche Zeitung*, reproduit en 2007 dans *Courrier International* :

*« ... Ce serait faire tort aux républicains comme Pena-Ruiz de supposer qu'ils ne souscrivent pas de bonne foi à l'idée que la République française est une affaire qui s'adresse à l'homme universel et dans laquelle toutes les particularités doivent s'effacer pour le bien commun. D'un autre côté, il est également clair que cette idée confond toujours l'homme universel et la France, et ignore impitoyablement le reste du monde. L'universalisme n'est donc pas la solution à l'exclusion qui frappe les Arabes et les Noirs. Par son ethnocentrisme déguisé en logique de la raison, il est lui-même le problème. »*¹⁹

Cet article témoigne bien de ce qu'aujourd'hui l'universalisme républicain comme composante de l'idéologie française fait bel est bien l'objet de réserves quand il ne s'agit pas d'un pur mépris. A ceci près que, dans la compétition internationale, la persistance des rivalités nationales, quand il ne s'agit pas des chauvinismes d'antan, est encore très nette, même s'il est difficilement contestable que

¹⁸ Esther Benbassa : *La République face à ses minorités. Les Juifs hier, les musulmans aujourd'hui*, 154 p., Mille et une nuits/Fayard, 2004.

¹⁹ *Courrier International* n° 852, 1^{er} mars 2007, p. 17 sous le titre "La République comme objet de culte".

subsiste encore, au XXI^e siècle, un génie français de l'arrogance. Mais c'est une autre affaire, qui nous entrainerait sur le chapitre de la psychologie des peuples... entreprise délicate, parce que toujours plus ou moins ethnocentrée (il faudra pourtant que nous l'abordions dans l'avenir...)

Je voudrais tout de même faire un pas de plus, en suggérant que certes, l'universalisme républicain peut légitimement être considéré comme un produit du génie de la France dans une configuration historique spécifique. Mais pour, sinon écarter, en tout cas minimiser l'argument de ceux qui, dans une bonne partie du monde, dénoncent cette prétention de la France à incarner l'homme universel, ainsi que le dénonce l'article du *Süddeutsche Zeitung*, il convient de répondre que le génie français ne consiste pas à prétendre s'approprier les principes de liberté et d'égalité, mais du moins à en avoir élaboré une formule qui fait date. Nulle arrogance, il s'agit de reconnaître une contribution historique majeure sans prétendre qu'aujourd'hui que les déclarations internationales contre les discriminations formulées par exemple aux Nations-Unies, seraient directement le produit du génie français. Les principes à l'œuvre dans l'universalisme républicain sont devenus fort heureusement patrimoine de l'humanité, au point même que la République française gagnerait parfois aujourd'hui à prendre auprès d'autres Nations des leçons d'ouverture aux différences culturelles et linguistiques, ainsi qu'à la protection des minorités.

De but en blanc, revendiquer aujourd'hui, au terme d'un siècle de guerres mondiales et de décolonisations, et dans un contexte international terriblement conflictuel et compliqué, l'universalisme républicain comme remède aux maux de la planète aurait quelque chose de ridicule, tant la complexité du monde et la violence ouverte ou latente de ses conflits ont moins besoin de nostalgie que d'un génie historique nouveau dont nul ne sait d'où il viendra. Dans notre situation présente, l'heure n'est plus à la proclamation d'idéaux abstraits, mais à une réflexion rigoureuse sur la manière dont, aujourd'hui, pourrait prendre sens et consistance notre tradition républicaine. Il a peut-être, en somme, à se mettre au travail, et à repenser l'universalisme républicain.

D'où l'exemplarité du travail d'un historien comme Claude Nicolet, qui, sur le sentier tracé en 1900 par Georges Weill, dont j'ai évoqué plus haut les travaux, reprend l'histoire du *parti* républicain (donc de ses combats) mais réintégrée dans l'histoire de l'*idée* républicaine²⁰, en faisant apparaître un modèle républicain cohérent et élaboré, en somme éminemment rationnel. La périodisation élue par Claude Nicolet va des Lumières aux années 20, mais, avec des incursions en-deçà et au-delà de la période mentionnée, elle nous conduit en réalité de la Réforme au radicalisme, le radicalisme se présentant peut-être comme l'expression « nationale-républicaine » française par excellence, «²¹ selon la formule de Régis Debray²¹, précisément limitée dans son universalité parce qu'impuissante à envisager de s'exercer dans un autre cadre que celui hérité du passé national. Régis Debray a beau jeu de montrer qu'il y a bien une histoire française, nationale si ce n'est nationaliste, de la République,

²⁰ Claude Nicolet (1930-2010): *L'idée républicaine en France, 1789-1924* (1982). Tel/Gallimard, 532 p., 1995.

²¹ Régis Debray : *Supplique aux nouveaux progressistes du XXI^e siècle*, 70 p., Gallimard, 2006, cité par Béatrice Durand, *op. cit.*

dont nous sommes encore peu ou prou les héritiers, et 22 dont d'ailleurs l'*Histoire du parti radical* composée par Serge Berstein au début des années 80 restitue en quelque 1400 pages les métamorphoses de 1919 à 1939²².

Néanmoins l'universalisme républicain ne saurait se réduire au radicalisme, tant l'idée républicaine n'est pas homogène précisément en raison de son universalité. Même à la seule échelle française, il y a bien des différences entre l'idée de la république forgée par les Idéologues à l'époque de la Révolution française, la république triomphante des années 1870-1880 de ceux qu'on a appelé les Opportunistes (dont Jules Grévy, Léon Gambetta, et Jules Ferry, l'homme d'Etat républicain par excellence) et le radicalisme, plus proche des racines populaires, dont j'ai mentionné plus haut l'ampleur et la persistance.

Ce qu'on en commun les avatars de l'idée républicaine, c'est que tous relient l'idée de *faire nation* à celle de *pacte*, d'où la formule de *pacte républicain*. Et s'il y a un génie français du pacte, ce doit être précisément en raison de son universalisme, héritage incontestable des Lumières qui, ne l'oublions pas, sont les Lumières de la raison. Et si l'on peut parler d'universalisme, c'est que d'autres Etats, même s'ils l'ont oublié ou feignent de l'oublier, se sont inspirés de la France, lui empruntant d'une part l'idée droits naturels de tous les hommes, de l'autre, celle de la nation comme libre construction plutôt que comme communauté ethnique. Ce que Béatrice Durand formule très justement, dans l'ouvrage mentionné plus haut, comme « *une citoyenneté libre de toute attache* »²³, ethnique ou religieuse. Et si l'on parle à juste titre des *valeurs républicaines*, c'est en raison des priorités que nous donnons à certaines valeurs plutôt qu'à d'autres pour guider nos décisions. Comme pour la psychologie des peuples, la psychologie des valeurs n'est guère dans l'air du temps (je recommanderai pourtant un ouvrage de Christine Chataignié, spécialiste des risques psychosociaux, dont les enseignements mériteraient d'être appliqué à la politique²⁴ ; mais cela nous entraînerait un peu loin de notre problème immédiat).

Universalisme signifie que ces valeurs s'appliquent, bien sûr, à tous les membres du corps social, mais en outre ont vocation à concerner l'humanité entière. Ce qu'a en tout cas su accomplir la République française à l'heure de son triomphe (entendons la Troisième République), c'est lier le discours sur l'universalisme républicain à la formation civique. Et c'est par l'école de Jules Ferry et de Ferdinand Buisson que l'idée républicaine s'est maintenue. D'où la nécessité peut-être d'enseigner les valeurs, surtout si l'on n'oublie pas que la République est une construction. Même si l'on peut parler d'un idéal-type de l'universalisme républicain, ne pas négliger qu'il ne flotte pas dans le ciel des idées, mais qu'il demeure une construction sociale, toujours à reprendre, à réélaborer à la lumière de l'expérience, et toujours à transmettre.

²² Serge Berstein : *Histoire du parti radical*. Vol. 1. *La recherche de l'âge d'or, 1919-1926.*, 584 p. Vol. 2. *Crise du radicalisme, 1926-1939.* 811 p. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1980 et 1982.

²³ Béatrice Durand, *op. cit.*, cf. note 14.

²⁴ Christine Chataignié : *Psychologie des valeurs*. 205 p., De Boek, 2014.

